

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)**

**Marché de défense ou de sécurité (MDS)**

**AC à bons de commande**

**Procédure n° DAF\_2025\_001765**

**Marché à procédure adaptée**

**Niveau de classification/protection**

MD	MA	MS	SF	DR	NP
					X

**MARCHÉ N° XXXX.XXX.XXXX.XXX**

**N° D'ENGAGEMENT JURIDIQUE CHORUS : XXXXXXXXXXXXXXXX**

Établi en application des dispositions des articles :

*L.2300-1 et suivants du livre III du code de la commande publique au titre des « marchés de défense ou de sécurité »*

Code nomenclature CPV : 60424000-6 Location de matériel de transport aérien avec équipage

**Objet du marché :** Prestations de largage de parachutistes au moyen d'un aéronef dédié avec équipage dans le cadre de la formation, de l'entraînement et de la préparation opérationnelle du personnel parachutiste de l'armée de Terre dans le département des Pyrénées-Atlantiques.

**Montant minimum du marché :** sans objet

**Montant maximum du marché :** 430 000,00 € HT

**Date de notification :**

**Le titulaire, après avoir pris connaissance de toutes les pièces de l'AC et après avoir apprécié la nature et l'importance des prestations à réaliser, s'engage envers le MINARM, qui accepte, à les exécuter conformément aux stipulations du présent AC.**

## SOMMAIRE

ARTICLE LIMINAIRE.....	6
ARTICLE 1 DOCUMENTS RÉGISSANT L'ACCORD-CADRE.....	8
1.1. Documents contractuels régissant l'accord-cadre.....	8
1.2. Documents régissant les actes de commande.....	9
ARTICLE 2 OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	9
2.1. Objet de l'accord-cadre .....	9
2.2. Forme de l'accord-cadre.....	9
2.3. Désignation des prestations – Montants .....	9
2.3.1. Décomposition en postes .....	9
2.3.2. Description des prestations et montant des prestations .....	9
2.3.3. Montant de l'accord-cadre .....	10
2.4. Durée de validité de l'accord-cadre .....	10
ARTICLE 3 PRIX .....	10
3.1. Contenu des prix .....	11
3.1.1. Les frais fixes .....	11
3.1.2. Les frais variables .....	11
3.2. Unité monétaire et date d'établissement des prix.....	12
3.3. Type et forme des prix.....	12
3.3.1. Type de prix.....	12
3.3.2. Forme des prix .....	12
3.4. Actualisation des prix du poste n° 1 .....	12
3.4.1. Indice .....	12
3.4.2. Modalités d'actualisation des prix .....	12
ARTICLE 4 CONDITIONS DE PAIEMENT .....	13
4.1. Généralités .....	13
4.2. Application de la TVA .....	13
4.3. Avance .....	13
4.3.1. Calcul et montant de l'avance.....	13
4.3.2. Remboursement de l'avance .....	14
4.4. Définition des lots de liquidation financière .....	14
4.5. Délai de paiement.....	14
4.6. Intérêts moratoires.....	14
ARTICLE 5 DÉLAIS – LIVRAISON .....	14
5.1. Délais d'exécution .....	14
5.2. Admission des prestations.....	15
5.3. Pénalités .....	15
5.3.1. Généralités .....	15
5.3.2. Pénalités applicables en cas d'annulation d'heures de vol par le titulaire ou d'indisponibilité pour cause de panne/avarie .....	16
5.3.3. Clause exonératoire des pénalités.....	17
ARTICLE 6 CONDITIONS D'EXÉCUTION .....	17
6.1. Lieux d'exécution des prestations.....	17
6.2. Responsabilité du titulaire.....	17
6.2.1. Obligation de résultat du titulaire .....	18
6.2.2. Devoir de conseil du titulaire.....	18
6.2.3. Respect des réglementations applicables par le titulaire .....	18
6.3. Obligation du titulaire en cas d'incident ou d'accident aérien .....	19
6.4. Obligation de confidentialité et de discrétion.....	19
6.5. Obligation de partage d'informations liées à la sûreté.....	19
6.6. Clause de réexamen .....	19
6.6.1. Cas de l'atteinte de 80% du montant maximum de l'accord-cadre.....	20
6.6.2. Prestations non prévues ou modifications nécessaires.....	20
6.6.3. Évolutions réglementaire, législative ou normative .....	20
6.7. Dispositions communes aux actes de commande .....	20
6.7.1. Procédure de passation des bons de commande Chorus.....	21
6.7.2. Mentions obligatoires figurant sur le bon de commande .....	21
6.7.3. Émission et notification des bons de commande .....	22
6.8. Pilotage de l'accord-cadre .....	22
6.8.1. Réunion de lancement de l'accord-cadre.....	22

6.8.2.	Réunion de suivi en cours d'exécution.....	22
6.8.3.	Réunion de fin de l'accord-cadre .....	23
ARTICLE 7	SOUS-TRAITANCE .....	23
ARTICLE 8	SÉCURITÉ ET PROTECTION DU SECRET DE LA DÉFENSE NATIONALE .....	23
ARTICLE 9	OBLIGATIONS PARTICULIERES .....	23
ARTICLE 10	RESPONSABILITÉS EN CAS DE DOMMAGES.....	23
ARTICLE 11	DIFFÉRENDS ENTRE LES PARTIES – DIFFICULTÉS D'EXÉCUTION – RÉSILIATION DE L'ACCORD-CADRE.....	24
11.1.	Dispositions générales .....	24
11.2.	Opérateurs économiques en difficulté sur le plan judiciaire .....	25
11.3.	Conditions de résiliation.....	25
11.4.	Exécution aux frais et risque du titulaire .....	25
11.5.	Tribunaux compétents .....	26
ARTICLE 12	CLAUSES ADMINISTRATIVES DIVERSES .....	27
12.1.	Nantissement .....	27
12.2.	Protection des données à caractère personnel.....	27
12.3.	Environnement – Développement durable – Dispositif social du militaire blessé .....	27
12.4.	Assurances.....	27
12.5.	Entités liquidatrices - Conditions d'envoi des factures .....	28
12.5.1.	Entités liquidatrices.....	28
12.5.2.	Conditions de transmission des factures .....	28
12.6.	Certificat de bonne exécution du marché.....	30
ARTICLE 13	LISTE DES DÉROGATIONS AU CCAG/FCS .....	30
ANNEXE N° 1	– ENSEMBLE DES ÉLÉMENTS DE RÉDACTION DES FACTURES, NÉCESSAIRES À LA LIQUIDATION ET NOTICE RELATIVE À LA TVA.....	31
ANNEXE N° 2	– MODALITÉS RELATIVES À LA PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL .....	33
ANNEXE N° 3	– DISPOSITIF SOCIAL DU MILITAIRE BLESSÉ .....	37

## GLOSSAIRE

<b>AC</b>	Accord-cadre
<b>AE</b>	Acte d'engagement
<b>BdC</b>	Bon de commande
<b>BREF/SEM</b>	Bureau régie et exécution financière de la PFAT/Section exécution des marchés
<b>CAA</b>	Cour administrative d'appel
<b>CAS-T</b>	Commandement des actions spéciales - Terre
<b>CCAG/FCS</b>	Cahier des clauses administratives générales – fournitures courantes et services dans sa version approuvée par l'arrêté du 30 mars 2021
<b>CCAP</b>	Cahier des clauses administratives particulières
<b>CCP</b>	Code de la commande publique
<b>CCRA</b>	Comité consultatif de règlement amiable des litiges
<b>CCTP</b>	Cahier des clauses techniques particulières du présent AC
<b>CFOT</b>	Commandement de la force et des opérations terrestres
<b>CSTA</b>	Centre de soutien technique et administratif
<b>DC4</b>	Déclaration de sous-traitance
<b>DDFIP</b>	Direction départementale des finances publiques
<b>EASA</b>	European Union Aviation Safety Agency – agence européenne de sécurité aéronautique
<b>EJ</b>	Engagement juridique
<b>ETAP</b>	École des troupes aéroportées
<b>JOURS CALENDAIRES</b>	Au titre du présent AC, les jours calendaires s'étendent du lundi au dimanche (y compris les jours fériés).
<b>JOURS FERIÉS</b>	Les jours fériés prévus par la législation française correspondent aux jours de fêtes religieuses et laïques, aux jours de commémoration et à la fête nationale. Il existe également des jours fériés locaux. Au titre du présent AC, les jours fériés sont les suivants : 1 <sup>er</sup> janvier, Lundi de Pâques, 1 <sup>er</sup> mai, 8 mai, Ascension, lundi de Pentecôte, 14 juillet, Assomption (15 août), Toussaint (1 <sup>er</sup> novembre), 11 novembre et 25 décembre.
<b>JOURS OUVRES/OUVRABLES</b>	Du lundi au vendredi de 8h à 18h.
<b>JOURS NON OUVRÉS</b>	Au titre du présent AC, les jours non ouvrés couvrent la période allant du samedi au dimanche.
<b>MINARM</b>	Ministère des Armées – désigne les services du ministère des armées et des anciens combattants acteurs de l'exécution du marché subséquent, c'est à dire notamment le représentant du pouvoir adjudicateur ainsi que les services du ministère bénéficiaires des prestations et qui sont désignés au marché subséquent comme correspondants du titulaire dans le cadre de la mise en place et de l'exécution du marché.
<b>Notification</b>	Action consistant à porter une information ou une décision à la connaissance du titulaire par tout moyen matériel ou dématérialisé, par le biais d'un profil d'acheteur ou tout autre moyen de communication électronique permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception (article 2 du CCAG/FCS approuvé par arrêté du 30 mars 2021). Pour un contrat, la notification correspond à la date de réception par le titulaire de la copie du marché signé par le représentant du pouvoir adjudicateur.
<b>Nuit aéronautique</b>	La nuit aéronautique est définie comme la période entre 30mn après le coucher du soleil jusqu'à 30mn avant le lever du soleil.
<b>OS</b>	Ordre de service
<b>PFAT</b>	Plate-forme affrètement et transport
<b>PLACE</b>	Plateforme des achats de l'État
<b>PRESTATIONS</b>	Le terme «prestations» employé dans le présent document regroupe la location des avions et les services associés tel que répertoriés dans les articles suivants.
<b>RPA</b>	Représentant du pouvoir adjudicateur - désigne la personne morale qui conclut le marché avec le titulaire Il s'agit de la PFAT.

<b>SE</b>	Service exécutant
<b>SEO</b>	Service de l'énergie opérationnelle
<b>Temps de vol</b>	Le temps de vol de l'avion est décompté, pour un cycle donné (1 décollage et 1 atterrissage), depuis le moment où l'aéronef commence à se déplacer par ses propres moyens en vue du décollage, jusqu'au moment où il s'immobilise en dernier lieu à la fin du vol.
<b>TITULAIRE</b>	Désigne le ou les opérateur(s) économique(s) responsable(s) de la réalisation des prestations du présent AC ou du bon de commande

## **ARTICLE LIMINAIRE**

La langue utilisée pour le présent AC est uniquement le français, les documents en langue étrangère sont refusés s'ils ne sont pas accompagnés d'une traduction.

Les parties prenantes au présent AC sont le titulaire et le MINARM.

Le terme titulaire désigne le(s) opérateur(s) économique(s) responsable(s) de la réalisation des prestations du présent AC ou du bon de commande.

Le MINARM désigne les services du ministère des Armées et des anciens combattants acteurs de l'exécution de l'AC, c'est à dire notamment le RPA ainsi que les services du ministère bénéficiaires des prestations et qui sont désignés à l'AC comme correspondants du titulaire et donneurs d'ordres dans le cadre de la mise en place et de l'exécution de l'AC.

## **LE TITULAIRE**

Le titulaire est l'opérateur économique qui conclut l'AC avec le MINARM et est responsable de la réalisation des prestations du présent AC.

Le titulaire est précisément identifié dans l'acte d'engagement.

Dès la notification de l'AC, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du RPA. Seules les personnes habilitées à engager juridiquement l'entreprise ou bénéficiant d'une délégation de pouvoirs sont admises à pouvoir prendre des décisions au nom et pour le compte du titulaire.

Toute modification de l'interlocuteur doit être signalée immédiatement au RPA.

Afin de garantir une bonne exécution et un bon suivi de l'exécution de l'AC et des échanges, le titulaire s'assure d'une stabilité suffisante de son personnel. À cet effet, il s'engage notamment à informer sans délai le RPA de tout changement d'interlocuteur désigné et à le remplacer dans les plus brefs délais.

Toutefois, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG/FCS, le RPA, s'il le juge nécessaire à la continuité de l'AC, se réserve le droit de demander le remplacement d'un ou plusieurs interlocuteurs désignés par le titulaire. Le personnel doit être remplacé dans un délai de vingt (20) jours ouvrés sans que cela puisse justifier une augmentation du montant des prestations. Le remplaçant peut être récusé par le représentant du pouvoir adjudicateur. Un nouveau remplaçant doit alors être désigné. À défaut de remplacement ou en cas de trois récusations successives motivées par le RPA, celui-ci peut décider de résilier l'AC pour faute du titulaire.

Le titulaire est tenu de notifier immédiatement au RPA les modifications survenant au cours de l'exécution de l'AC et qui se rapportent notamment :

- aux individus ayant le pouvoir d'engager la personne morale ;
- à la forme juridique sous laquelle la personne morale exerce son activité ;
- à la raison sociale ou à la dénomination de l'entreprise ;
- à l'adresse ou au siège social de l'entreprise ;
- aux renseignements fournis pour l'acceptation d'un cotraitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- à la domiciliation bancaire ou postale, et plus généralement à toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement de l'AC.

En cas de manquement, le RPA ne peut être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

## **LE MINARM**

Dans le cadre du présent AC le MINARM désigne :

- Le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) :

Le RPA est chargé du suivi administratif, juridique et financier de l'AC. En application des dispositions de l'article 3.3 du CCAG/FCS, le RPA est habilité à émettre toutes les décisions au titre du présent AC et en particulier pour les prolongations de délais émises en application de l'article 13.3 du CCAG/FCS, les sursis de livraison, les exonérations de pénalités et toutes les décisions portant grief (ajournement, admission avec réfaction, rejet, résiliation, suspension de tout ou partie des prestations en application de l'article 24 du CCAG/FCS). Les coordonnées du RPA sont :

Directrice de la Plate-forme affrètement et transport (PFAT)  
Base aérienne 107  
Route de Gisy  
78140 VÉLIZY-VILLACOUBLAY

- L'ordonnateur secondaire délégué, chargé de l'exécution financière du présent AC (service exécutant), sauf en ce qui concerne la fourniture de carburant et des prestations directement associées est le chef de l'antenne de la PFAT à Denain. À ce titre, ce dernier procède à la liquidation des factures et à l'émission des demandes de paiement vers la DDFiP du Pas-de-Calais dont il relève. Les coordonnées de l'ordonnateur secondaire délégué sont :

PFAT/Antenne de Denain  
Division finances  
Rue Louis Petit – BP 10 227  
59723 DENAIN CEDEX

- Le prescripteur, le commandement de la force et des opérations terrestres (CFOT), est l'interlocuteur privilégié du titulaire pour toutes les questions d'ordre technique afférentes à l'AC passé pour le compte de l'armée de Terre. Il contrôle le respect du calendrier de session de sauts et de son actualisation en lien avec les donneurs d'ordres et assure le suivi des heures de vol dans le cadre du contrôle d'exécution de l'AC. Il participe également aux différentes réunions prévues à l'AC. Les coordonnées du prescripteur sont :

Commandement de la force et des opérations terrestres  
Quartier Kléber  
Rue du Pont-neuf  
CS 20122  
59001 LILLE CEDEX

- Les bénéficiaires des prestations du présent AC agissant en qualité de donneurs d'ordres et de services habilités à suivre, à contrôler l'exécution des prestations, ainsi qu'à établir la constatation du service fait, sont l'École des troupes aéroportées de Pau (ETAP) et le commandement des actions spéciales - Terre (CAS-T). À ce titre, ils exercent les fonctions suivantes :
  - planification et coordination des sessions de saut avec le titulaire ; chaque donneur d'ordres transmet au titulaire le calendrier de session de sauts et procède à son actualisation ;
  - transmission des demandes d'achat à la PFAT, *via* « Chorus formulaire » en vue de la passation des bons de commande correspondants ;
  - suivi du bon de commande, de sa notification jusqu'à la constatation du service fait des prestations.

Les adresses des bénéficiaires sont les suivantes :

École des troupes aéroportées de Pau  
Camp Aspirant Zirnheld  
BP 594  
64010 PAU CEDEX

Commandement des actions spéciales - Terre (CAS-T)  
Quartier de Rose  
BP 1141  
64011 PAU CEDEX

- la direction départementale des Finances Publiques (DDFIP) du Pas-de-Calais agit en qualité de comptable assignataire des paiements sur l'ensemble des prestations (à l'exception de l'avitaillement de carburant par le SEO) dont les coordonnées sont :

Direction Départementale des Finances Publiques du Pas-de-Calais  
Pôle Gestion Publique - Immeuble Foch  
5, rue du Dr Brassard - SP 15  
62034 ARRAS CEDEX

- le centre de soutien technique et administratif (CSTA) du service de l'énergie opérationnel (SEO) est l'ordonnateur secondaire uniquement pour le mandatement des factures relatives à la fourniture de carburant et aux prestations directement associées. Le SEO est un service interarmées qui assure l'approvisionnement, le stockage et la distribution des produits pétroliers et des énergies alternatives nécessaires aux armées et à tout autre service ou organisme relevant du MINARM. Le directeur du CSTA procède au mandatement des factures relatives à la fourniture de carburant et aux prestations directement associées. Les coordonnées du CSTA sont :

Centre de soutien technique et administratif  
Caserne Thiry  
Course spéciale 60016  
54035 NANCY CEDEX

- l'agence comptable du compte de commerce du CSTA du SEO agissant en qualité de comptable assignataire des paiements relatifs à la fourniture de carburant et aux prestations directement associées est l'agent comptable du compte de commerce – « Approvisionnement de l'État et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires ». Les coordonnées de l'agence comptable du compte de commerce sont :

Comptable du compte de commerce 901  
« Approvisionnement de l'État et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires »  
Caserne Verneau  
80, Rue du Sergent Blandan – CS 53864  
54029 NANCY CEDEX

Chaque bénéficiaire désigne un interlocuteur chargé du suivi de l'exécution de l'AC et pour toute question d'ordre technique. Les interlocuteurs sont les correspondants privilégiés du titulaire. Il leur incombe de faire remonter aux bénéficiaires tout dysfonctionnement.

## **ARTICLE 1 DOCUMENTS RÉGISSANT L'ACCORD-CADRE**

### **1.1. Documents contractuels régissant l'accord-cadre**

L'AC est régi par les documents contractuels ci-après, cités dans l'ordre de priorité décroissant, pour chaque lot :

1. l'acte d'engagement, signé par le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire, et ses annexes financières « Grille tarifaire », avec une annexe financière par lot (ci-après annexe n° 1 et n° 2 à l'AE);
2. le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes n° 1 à n° 3 ;
3. le cahier des clauses techniques particulières du présent AC (CCTP) et ses annexes n° 1 et n° 2 ;
4. le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
5. les cadres de réponses techniques ;
6. les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'AC.

Les éventuelles dérogations au CCAG/FCS sont listées à l'article 13 du présent CCAP. À défaut, et dans le silence des stipulations contractuelles, les dispositions du CCAG/FCS s'appliquent.



La réglementation aéronautique civile approuvée par l'EASA est applicable à l'AC. Cette dernière porte notamment sur les règles communes de l'aviation civile, l'exploitation des aéronefs, les spécifications particulières en terme de navigabilité, la composition de l'équipage et les opérations aériennes. Est également applicable à l'AC le règlement interarmées sur la mise à terre des troupes aéroportées (procédures de largage). Les textes correspondants figurent à l'article 2 du CCTP du présent AC.

## **1.2. Documents régissant les actes de commande**

Les actes de commande sont :

- les bons de commande passés sur le poste à bons de commande (poste n° 1) pour l'achat de prestations sur table de prix et en application de l'annexe n° 1 à l'AE pour le lot n° 1 et de l'annexe n° 2 à l'AE pour le lot n° 2 ;
- et le cas échéant, les bons de commande (poste n° 2), au titre des prestations complémentaires sur devis (PCD) passés sur devis.

Les actes de commande sont régis par l'AC défini à l'article 1.1. *supra*.

## **ARTICLE 2 OBJET DE L'ACCORD-CADRE**

### **2.1. Objet de l'accord-cadre**

Le présent AC a pour objet des prestations de largage de parachutistes au moyen d'un aéronef dédié avec équipage dans le cadre de la formation, de l'entraînement et de la préparation opérationnelle du personnel parachutiste de l'armée de Terre dans le département des Pyrénées-Atlantiques.

Conformément aux articles L. 2313-5 et R. 2313-1, il est composé de deux lots définis comme suit :

- lot n° 1 : prestations de largage de parachutistes au moyen d'un aéronef dédié avec équipage au profit de l'école des troupes aéroportées (ETAP) implantée dans le département des Pyrénées-Atlantiques (l'avion doit pouvoir embarquer jusqu'à 10 parachutistes) ;
- lot n° 2 : prestations de largage de parachutistes au moyen d'un aéronef dédié avec équipage au profit de l'école des troupes aéroportées (ETAP) et du commandement des actions spéciales - Terre (CAS-T) implantés dans le département des Pyrénées-Atlantiques (l'avion doit pouvoir embarquer jusqu'à 18 parachutistes).

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations décrites dans le CCTP, aux conditions de prix fixées et suivant les règles définies dans l'acte d'engagement et ses annexes cités à l'article 1.1. *supra* et dans les articles ci-après.

### **2.2. Forme de l'accord-cadre**

Le présent AC est un AC à bons de commande.

### **2.3. Désignation des prestations – Montants**

Le présent AC comprend des prestations commandées par bons de commande (poste n° 1) et des prestations complémentaires sur devis (poste n° 2) dans les conditions prévues à l'article 6.7 *infra*.

#### **2.3.1. Décomposition en postes**

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations suivant les postes définis ci-dessous :

- poste n° 1 (poste à bons de commande) : Prestations de session de sauts sur table de prix unitaires HT de l'heure de vol en application de la grille tarifaire de chaque lot (annexe n° 1 à l'AE pour le lot n° 1 et annexe n° 2 à l'AE pour le lot n° 2) ;
- poste n° 2 : Prestations complémentaires sur devis (PCD) et prestations de carburant.

#### **2.3.2. Description des prestations et montant des prestations**

Poste n° 1 : Prestations de session de sauts en application de la grille tarifaire (annexes n° 1 et n° 2 à l'AE) :

Au titre du poste n° 1, le titulaire réalise sur bons de commande établis par l'État les prestations relatives à la réalisation de session de sauts telles que définies dans le CCTP et sur la base des prix unitaires HT de l'heure de vol, de jour et de nuit (nuit aéronautique), les jours ouvrés, non ouvrés et fériés indiqués dans les annexes à l'AE. Un bon de commande par session de sauts de 1 à 5 jours.

Tout temps de vol commencé de jour est facturé selon le coût horaire de jour et tout temps de vol commencé de nuit est facturé selon le coût horaire de nuit.

Le montant facturé pour une session de sauts correspond à l'ensemble des rotations réalisées sur une semaine. Le temps de vol d'une rotation est défini dans le glossaire.

Le temps de vol est relevé selon le mode opératoire décrit dans le CCTP.

#### Poste n° 2 : Prestations complémentaires sur devis et prestations de carburant :

Au titre du poste n° 2, le titulaire réalise sur bon de commande de l'État toutes prestations nécessaires complémentaires à celles du poste n° 1, liées à l'objet de l'AC, nécessaires à son exécution et qui ne peuvent pas être définies de façon précise à la date de notification du présent AC.

Les prestations, ainsi que les délais et conditions d'exécution particulières, font l'objet d'une demande de proposition financière et de délais au titulaire dans les conditions définies à l'article 6.7. *infra*. La proposition du titulaire peut être négociée.

Les devis détaillés sont demandés par l'intermédiaire de la PFAT et sont soumis impérativement et préalablement à l'exécution de la prestation à la validation du RPA. Le non-respect de cette procédure ne permet pas de procéder au règlement de la ou des prestation(s) complémentaire(s) sur devis.

Conformément à l'article R. 2372-20 du CCP, le montant cumulé des commandes de prestations sur devis notifiées au titulaire au titre du poste n° 2 est limité à 10% des montants consommés au titre du poste n° 1 du lot concerné.

Le carburant fait l'objet d'un engagement juridique (EJ) prévisionnel pour la durée de l'AC.

Les modalités de facturation du carburant prévues à l'article 12.5. sont appliquées sur le poste n° 2.

#### **2.3.3. Montant de l'accord-cadre**

L'AC est conclu sans montant minimum.

Le montant maximum de l'AC est mentionné en page de garde du présent document.

#### **2.4. Durée de validité de l'accord-cadre**

La durée de validité de l'AC est la durée pendant laquelle les actes de commande peuvent être émis.

Cette durée est de deux (2) mois fermes à compter de la date de notification de l'AC.

Il est reconduit tacitement une (1) fois pour une période supplémentaire d'un (1) mois.

En cas de non-reconduction, le MINARM prend une décision expresse de non-reconduction, sans motivation. Cette décision est notifiée au titulaire au plus tard une (1) semaine avant la date de fin de validité de l'AC.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction de l'AC en application des articles L. 2312-1 et R. 2312-5 du CCP.

### **ARTICLE 3 PRIX**

Les prix de l'AC sont définitifs.

### **3.1. Contenu des prix**

#### **3.1.1. Les frais fixes**

Les frais fixes représentent la partie du prix de l'AC rémunérant l'heure de vol conformément à l'annexe à l'AE du lot concerné.

Ils comprennent notamment :

- la mise à disposition de l'aéronef ;
- la mise à disposition du pilote ;
- la rémunération du titulaire ;
- la rémunération des équipages techniques, le cas échéant ;
- le déplacement, l'hébergement et l'alimentation de l'équipage ;
- les frais correspondants au maintien de la navigabilité de l'aéronef ;
- les frais correspondants au convoyage et au transit de l'aéronef (dont le carburant lié au convoyage et au transit) ;
- les frais de parking (dont la protection de l'aéronef en stationnement) ;
- les coûts de droit d'accès au centre de sauts, le cas échéant ;
- les primes d'assurances souscrites (assurance corps et incendie de l'aéronef, équipage et responsabilité civile vis-à-vis des passagers) ;
- à l'obtention de tous les agréments requis.

Pour chaque prestation commandée, les prix de l'heure de vol figurent sur les bons de commande. Ils doivent impérativement correspondre pour chaque type d'aéronef à la grille tarifaire annexée à l'AE du lot concerné.

#### **3.1.2. Les frais variables**

Les frais variables représentent la partie du prix de l'AC rémunérant des prestations qui ne peuvent être comprises dans les frais fixes mentionnés ci-dessus.

Les frais variables sont notamment énumérés ci-dessous :

- l'avitaillement de l'aéronef ;
- le dégivrage ;
- les taxes de survol ;
- les frais de contrôle du trafic aérien ;
- les taxes d'atterrissage au départ comme à l'arrivée ;
- les taxes à la mise en route ;
- les frais de traitement de l'aéronef au sol ;
- les frais et taxes d'aéroport.

Pour chaque frais variable, le titulaire est tenu de présenter les justificatifs des facturations supportés auprès des tiers à l'appui du dépôt de chaque facture conformément à l'annexe n° 1 *infra*.

Le titulaire est tenu de transmettre des factures en euros ou en cas de factures dans une autre devise le justificatif du taux de conversion (aucun frais de change n'est appliqué). Le taux de change applicable est celui en vigueur au jour d'émission de la facture.

Ces factures de frais variables ne doivent concerner que les prestations réalisées au profit du MINARM dans le cadre du présent AC. Les factures globales faisant apparaître plusieurs missions ou des prestations au profit de plusieurs organismes sont rejetées.

Concernant l'avitaillement des aéronefs, le coût du carburant est dissocié de celui de l'heure de vol. Les dispositions décrites *infra* concernent exclusivement les sessions de sauts. Le carburant utilisé dans le cadre des opérations de convoyage et de transit est pris en charge par le titulaire et fait partie des frais fixes.

L'avitaillement ne donne pas lieu à facturation à la PFAT, s'il est réalisé par le biais des contrats du SEO (utilisation d'une carte établie à son profit). La prestation est prise en charge financièrement par le MINARM.

En cas d'indisponibilité du SEO, l'avitaillement est réalisé sous la responsabilité du titulaire. Le titulaire transmet au CSTA, *via* Chorus Pro, une facture de carburant unique (correspondant aux volumes consommés dans le cadre des prestations) par session de sauts dans les mêmes conditions précisées à l'article 12.5.2. *infra*.

### 3.2. Unité monétaire et date d'établissement des prix

Les prix initiaux de l'AC sont établis en euros selon les conditions économiques en vigueur à la date de signature de l'acte d'engagement par le titulaire.

### 3.3. Type et forme des prix

#### 3.3.1. Type de prix

Les prix du poste n° 1 (poste à bons de commande) sont unitaires définitifs et établis dans les conditions prévues à l'article 2.3.2. *supra*.

Les prix du poste n° 2 sont forfaitaires et définis sur devis validé par le RPA dans les conditions prévues à l'article 2.3.2. *supra*.

#### 3.3.2. Forme des prix

Les prix du poste n° 1 sont fermes et actualisables dans les conditions prévues à l'article 3.4. *infra*.

### 3.4. Actualisation des prix du poste n° 1

#### 3.4.1. Indice

Dans la formule ci-après, l'indice utilisé est défini comme suit :

Symbole	Désignation de l'indice	Libellé officiel / Source	Identifiant	Périodicité
P <sub>sdL</sub>	Coût de production des services aux entreprises – services divers	<a href="https://armement.defense.gouv.fr/achats-darmement/reviser-les-prix-indices-icare">https://armement.defense.gouv.fr/achats-darmement/reviser-les-prix-indices-icare</a>	PsdL	Mensuel

En cas de changement de la dénomination et/ou de la base de calcul de l'indice avec un coefficient de raccordement associé, ce changement s'applique automatiquement et sans formalités.

En cas de suppression de l'indice et de son remplacement par un indice unique, avec un coefficient de raccordement associé, ce remplacement est notifié au titulaire par le RPA ou son délégataire *via* un ordre de service. Le titulaire dispose d'un délai de trente (30) jours calendaires pour formuler par écrit son éventuel désaccord. Passé ce délai, l'absence de réponse de celui-ci vaut acceptation du nouvel indice. En cas de désaccord exprimé dans le délai ci-dessus, les parties s'accordent sur un nouvel indice par avenant.

En cas d'arrêt définitif de l'indice sans indice de remplacement, ou si l'indice de l'AC n'est pas publié pendant 6 mois et que l'INSEE ne préconise pas un nouvel indice en remplacement, un indice de remplacement est notifié au titulaire, par le représentant du pouvoir adjudicateur ou son délégataire par ordre de service. Le titulaire dispose d'un délai de trente (30) jours pour formuler par écrit son éventuel désaccord. Passé ce délai, l'absence de réponse de celui-ci vaut acceptation du nouvel indice. En cas de désaccord exprimé dans le délai ci-dessus, les parties s'accordent sur un nouvel indice par avenant.

#### 3.4.2. Modalités d'actualisation des prix

Par dérogation à l'article 10.1.2 du CCAG/FCS, si un délai supérieur à trois (3) mois s'écoule entre la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans l'offre (la date retenue à ce titre est la date de signature de l'AE par le titulaire) et la date de début d'exécution des prestations, les prix sont actualisés à une

date antérieure de trois (3) mois à la date de début d'exécution des prestations, à l'aide de la formule suivante :

$$P = P0 * \{0,15 + 0,85 \left( \frac{PsdL0}{PsdL1} \right)\}$$

Formule dans laquelle :

- P = Prix de règlement (prix actualisé) ;
- P0 = Prix à la date d'établissement des prix de l'AC tel que défini à l'article 3.2. du présent CCAP ;
- PsdL0 = valeur de l'indice établie à la date d'établissement des prix de l'AC tel que défini à l'article 3.2. du présent CCAP ;
- PsdL1 = valeur du dernier indice publié à la date d'actualisation de prix (définitif, provisoire, révisé ou semi-définitif).

L'indice est consultable sur la Banque de données macro-économiques (BDM) de l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques).

Lors de la mise en œuvre de la formule d'actualisation de prix, le résultat final est arrêté avec au maximum deux décimales. Les arrondis sont traités de la façon suivante :

- si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

La formule s'applique sans arrondi intermédiaire.

La nouvelle grille des prix ainsi actualisée est notifiée au titulaire par ordre de service.

Les bons de commande sont passés à prix définitifs fermes, sur la base des prix ainsi actualisés.

## **ARTICLE 4 CONDITIONS DE PAIEMENT**

### **4.1. Généralités**

Les paiements dus au titulaire s'effectuent selon les modalités définies au présent article et en annexe n° 1 *infra*.

Le titulaire doit indiquer le numéro d'engagement juridique Chorus (EJ Chorus) et le numéro de service exécutant en plus du numéro du marché comme référence lors de l'établissement de ses demandes de paiement. Ces informations figurent sur la première page de l'acte d'engagement du présent AC et dans la lettre de notification de l'AC.

Les demandes de paiement sont effectuées selon les stipulations relatives à la transmission des factures, mentionnées à l'article 12.5.2. et à l'annexe n° 1 *infra*.

### **4.2. Application de la TVA**

Les prestations exécutées au titre du présent AC sont assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée au taux normal en vigueur lors du fait générateur. Ce taux est de 20% à la date de notification de l'AC.

### **4.3. Avance**

#### **4.3.1. Calcul et montant de l'avance**

Pour chaque acte de commande (bon de commande au titre du poste n° 1 ou commande de prestation complémentaire sur devis au titre du poste n° 2) d'un montant supérieur à 250 000 € HT (ou 50 000 € HT lorsque le bénéficiaire est une PME) et dont le délai d'exécution est supérieur à trois (3) mois (deux (2) mois lorsque le bénéficiaire est une PME), il est versé au titulaire, dans les conditions de l'article 4.6.

*infra*, une avance égale à 5% (30% lorsque le bénéficiaire est une PME) du montant initial TTC de l'acte de commande.

Le titulaire peut renoncer au bénéfice de l'avance. À cet effet, il doit cocher la rubrique correspondante de l'article B4 de l'acte d'engagement.

Pour les actes de commande ne remplissant pas les conditions définies ci-dessus, aucune avance ne sera versée, ni au titre du poste n° 1 ni au titre du poste n° 2.

#### **4.3.2. Remboursement de l'avance**

Le remboursement de l'avance est effectué sur les sommes dues au titre du solde de l'acte de commande.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées atteint 75% (50% quand le titulaire est une PME) du montant minimum TTC de l'acte de commande et doit être terminé lorsque ce montant atteint 80%.

#### **4.4. Définition des lots de liquidation financière**

Chaque acte de commande émis au titre du présent AC constitue un lot de liquidation financière. Un acte de commande correspond à une session de sauts de 1 à 5 jours.

Chaque lot de liquidation donne lieu à l'émission d'une facture dans les conditions décrites à l'article 12.5. *infra*.

#### **4.5. Délai de paiement**

Le délai de paiement des sommes dues en exécution de l'AC est fixé à trente (30) jours maximum suivant la date de dépôt de la facture sur le portail Chorus Pro. Il peut faire l'objet d'une seule suspension par le service exécutant désigné à l'article 12.5. *infra*, notifiée au titulaire.

#### **4.6. Intérêts moratoires**

Sauf dans les cas où les paiements ne peuvent intervenir du fait du titulaire, en cas de dépassement du délai de paiement de trente (30) jours maximum mentionné *supra*, la personne publique verse au titulaire des intérêts moratoires dans les conditions et au taux fixés par le code de la commande publique.

### **ARTICLE 5 DÉLAIS – LIVRAISON**

Les durées et les délais prévus à l'AC s'entendent, périodes de congés annuels comprises. Aucune neutralisation n'est effectuée pour tenir compte d'une éventuelle fermeture des établissements du titulaire.

#### **5.1. Délais d'exécution**

Les délais d'exécution sont précisés dans chaque acte de commande, dans les conditions prévues au CCTP. À défaut, ils courent à compter de la notification de l'acte de commande conformément à l'article 13.1 du CCAG/FCS.

Tout acte de commande notifié pendant la période de validité de l'AC telle que définie à l'article 2.4 *supra*, doit être exécuté jusqu'à son terme.

Les actes de commande peuvent être notifiés au titulaire pendant toute la durée de validité de l'AC.

La date limite de notification d'un acte de commande correspond au dernier jour de validité de l'AC.

Passé ce délai, aucun acte de commande ne peut être notifié. Toutefois, les actes de commande déjà notifiés s'exécutent jusqu'à leur terme. Leur durée d'exécution ne peut dépasser de plus de trente (30) jours la date de fin de validité de l'AC.

## **5.2. Admission des prestations**

Il s'agit de vérifier la conformité des prestations aux caractéristiques définies dans l'AC et reprises dans le bon de commande.

À l'issue de la session de sauts, le représentant de l'unité bénéficiaire (le directeur de séance) rédige un compte-rendu d'activité constatant le nombre d'heures de vol réalisées (de jour et de nuit). Le temps de vol réalisé peut varier plus ou moins par rapport aux données du bon de commande (temps de vol estimé). Le directeur de séance justifie tout écart. Ce document est contresigné par le pilote en qualité de représentant du titulaire.

Le document précise les dates de la session de sauts, le(s) lieu(x) d'embarquement, la (les) zone(s) de mise à terre, ainsi que le nombre d'heures de vol réalisées de jour et de nuit les jours ouvrés et non ouvrés. Sur le compte-rendu d'activité figurent également les éventuels incidents constatés lors de la prestation :

- retard du titulaire ou du MINARM ;
- absence du titulaire ou du MINARM ;
- tout autre incident dont la mention serait nécessaire.

Le compte-rendu d'activité emporte opérations de vérification et fait état du sens de la décision de l'administration mentionnée à l'article 30 du CCAG/FCS (admission des prestations, ajournement, réfaction ou rejet).

Par dérogation à l'article 27.1 du CCAG/FCS, les opérations de vérification sont effectuées, par délégation du MINARM, par les services bénéficiaires en charge du suivi et du contrôle de l'exécution de l'AC désigné à l'article liminaire du présent document.

L'admission marque la fin des obligations du titulaire.

La demande de paiement des prestations portées sur un bon de commande est adressée selon les dispositions de l'article 12.5. *infra*.

L'absence de compte-rendu d'activité dans le délai de quinze (15) jours suivant la fin de la session de sauts, entraîne l'admission automatique des prestations. Le cas échéant, le titulaire peut adresser la facture y afférent selon les stipulations de l'article 12.5. *infra* et donner lieu à paiement.

## **5.3. Pénalités**

### **5.3.1. Généralités**

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à des pénalités que le SE se réserve le droit de calculer.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire.

Le titulaire reste intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne peut se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement des pénalités.

Les pénalités sont provisoires et appliquées lors de la mise en paiement de la facture ou d'une facture postérieure. Un courrier préalable précisant les motifs et le montant des pénalités est notifiée au titulaire *via* la messagerie PLACE ou, à défaut, tout autre moyen de communication électronique permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Le titulaire, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception du courrier préalable, peut présenter au RPA une demande d'exonération des pénalités contenant ses observations, appuyée de justificatifs de nature à contester les pénalités provisoires.

À compter de ce délai, il est considéré que le titulaire accepte la pénalité.

Après étude du dossier présenté, le RPA se réserve la possibilité de renoncer partiellement ou totalement à l'application des pénalités ou bien de maintenir la pénalité dans le cas où il estime qu'elle reste fondée au regard des éléments présentés par le titulaire.

La décision définitive est transmise *via* PLACE ou, à défaut, tout autre moyen de communication électronique permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique à prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'acte de commande aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités sont établies sur la base de la constatation du service fait réalisée par le MINARM en application de l'article 5.2 *supra*.

Le présent AC déroge aux articles 14.1.2. et 14.1.3. du CCAG/FCS.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 20% du montant total HT de l'acte de commande considéré.

Par dérogation à l'article 14.1.3, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant cumulé ne dépasse pas 500 € par acte de commande.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, les pénalités applicables, décomptées en jours calendaires ou en heures, sont définies ci-après.

Les informations nécessaires à l'établissement du décompte des pénalités applicables est transmis au service exécutant par l'organisme chargé de l'établissement de la constatation du service fait.

Les calculs du montant des pénalités sont effectués avec, au maximum, deux (2) décimales.

Pour chacun de ces calculs, les arrondis sont traités de la façon suivante :

- si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

À défaut de pouvoir appliquer la pénalité sur une facture, l'administration peut recouvrer le montant des pénalités par émission d'un titre de perception, conformément aux dispositions réglementaires applicables.

- Le titre de perception constitue un acte administratif par lequel l'administration constate la créance du Trésor public ou de l'administration publique envers le titulaire et en ordonne le recouvrement ;
- La remise d'un titre de perception est opposable au titulaire et permet à l'administration de procéder à l'encaissement forcé de la créance si nécessaire ;
- Le titulaire est informé de l'émission du titre de perception par notification écrite précisant le motif et le montant des pénalités.

### **5.3.2. Pénalités applicables en cas d'annulation d'heures de vol par le titulaire ou d'indisponibilité pour cause de panne/avarie**

Le titulaire se réserve le droit de demander l'annulation d'heures de vol et ce, à tout moment, dans les conditions prévues ci-dessous.



Le titulaire consigne les informations par écrit et les notifie au donneur d'ordres et au RPA

Le titulaire est tenu d'exécuter la prestation d'un acte de commande.

Pour chaque acte de commande non exécuté (non réalisation totale ou partielle), le titulaire se voit appliquer une pénalité calculée comme suit :

- Annulation d'heures de vol avant le début de la session de sauts :

<b>Préavis d'annulation (avant le début de la session de saut )</b>	<b>Montant de la pénalité (par heure annulée)</b>
Jusqu'à 7 jours ouvrés inclus	5 % du coût de l'heure de vol HT
De 6 jours ouvrés inclus à 4 jours ouvrés inclus	10 % du coût de l'heure de vol HT
De 3 jours ouvrés inclus à 1 jour ouvré inclus	15 % du coût de l'heure de vol HT
Moins de 24 heures	20 % du coût de l'heure de vol HT

- Annulation d'heures de vol et indisponibilité de l'aéronef pour cause de panne/avarie en cours de session :

Tout retard de plus de 30 mn à l'embarquement du fait du titulaire a pour conséquence directe l'application d'une pénalité équivalant à 10% du coût de l'heure de vol HT.

Si le retard implique une annulation partielle du temps de vol initialement prévu, les donneurs d'ordres peuvent décider de le reporter sur la session en cours en fonction des disponibilités et du plan de charge de l'unité bénéficiaire. Si les heures de vol ne peuvent être différées durant la session en cours, elles sont définitivement perdues, donnant lieu alors à une pénalité supplémentaire équivalent à 30% du coût HT du temps de vol annulé.

En cours de session, si le temps de vol prévu dans le calendrier ne peut être honoré en raison de l'indisponibilité de l'aéronef pour cause de panne/avarie, le titulaire est assujéti à une pénalité équivalent à 30% du montant du temps de vol qui n'a pas pu être honoré.

Cette pénalité n'est pas due si le titulaire met à disposition un avion de remplacement identique ou équivalent suivant les mêmes conditions tarifaires prévues au présent AC.

L'avion de remplacement est intégré par ordre de service. Le document fait figurer les informations suivantes :

- référence de l'AC et identification du titulaire ;
- identification de l'aéronef (constructeur, type et immatriculation) ;
- durée de mise à disposition de l'aéronef.

### **5.3.3. Clause exonératoire des pénalités**

L'attention de chaque partie est appelée sur le fait qu'aucune pénalité n'est due si l'annulation d'une heure de vol intervient pour cause météorologique dégradée, ou un cas de force majeure.

Sont considérés comme cas de force majeure, ceux habituellement retenus par la jurisprudence administrative.

## **ARTICLE 6 CONDITIONS D'EXÉCUTION**

### **6.1. Lieux d'exécution des prestations**

Les lieux d'exécution du présent AC sont définis à l'article 5 du CCTP mentionné à l'article 1.1 du présent AC.

Ils sont précisés dans chaque acte de commande.

### **6.2. Responsabilité du titulaire**

Le titulaire a la responsabilité de réaliser les prestations de l'AC selon les clauses du présent AC.

Le titulaire est responsable de la qualité des prestations qu'il fournit. Il doit obtenir le résultat demandé (cf. CCTP cité à l'article 1.1 du présent AC) avec les moyens qu'il a choisis. Il a la responsabilité de mettre en œuvre une organisation, des méthodes et des moyens répondant aux exigences du CCTP et d'en apporter la preuve.

Le titulaire a notamment envers le MINARM :

- une obligation de résultat notamment quant à la réalisation des prestations ;
- une obligation quant aux moyens à mettre en œuvre pour réaliser les prestations ;
- un devoir de conseil et de loyauté ;
- un devoir de respect des réglementations applicables ;
- l'obligation d'informer le MINARM de tout fait susceptible de modifier l'exécution de l'AC, notamment l'évolution de la réglementation, le bouleversement des conditions économiques, au moyen d'un compte-rendu faisant mention des difficultés d'exécution rencontrées ;
- une obligation de confidentialité et de discrétion.

Par ailleurs, compte tenu de la particularité de l'AC et des niveaux de sécurité et de discrétion imposés, le MINARM peut demander au titulaire le retrait et le remplacement immédiat d'un de ses salariés dont le comportement ou le travail est incompatible avec la bonne réalisation des prestations demandées.

Le titulaire est responsable de son personnel (et de toute personne intervenant en son nom et pour son compte, personnel des sous-traitants le cas échéant) en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit.

### **6.2.1.Obligation de résultat du titulaire**

Le titulaire réalise les prestations dans le respect des prescriptions légales et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier durant l'exécution de l'AC sur simple demande du RPA.

Le titulaire a la responsabilité de réaliser les prestations conformément aux dispositions de l'AC. Il doit obtenir le résultat demandé avec les moyens qu'il a choisis. Dans le cas où ce résultat n'est pas atteint, le titulaire s'expose aux pénalités, à l'ajournement ou à la réfaction, voire à la résiliation de l'AC pour faute.

### **6.2.2.Devoir de conseil du titulaire**

Le titulaire doit, dans le cadre de son devoir de conseil, communiquer toute amélioration ou dispositif contribuant à la réduction des coûts et à l'amélioration des conditions d'exécution du contrat. À ce titre il s'engage notamment :

- à répondre, dans un délai ne pouvant excéder cinq (5) jours ouvrés à compter de la saisine, à tous les bons de commande émis par le MINARM ;
- à répondre, dans un délai ne pouvant excéder cinq (5) jours ouvrés à compter de la saisine, à toute demande de renseignement émanant du MINARM ;
- à informer le MINARM sur les évolutions techniques et juridiques ayant un impact sur les prestations. Si cela est nécessaire, il propose une solution qui garantit la pérennité desdites prestations dans un niveau de qualité équivalent et selon des coûts raisonnables.

### **6.2.3.Respect des réglementations applicables par le titulaire**

Le titulaire est responsable du respect des réglementations applicables au présent AC.

Le titulaire assume la responsabilité d'exploitant aérien pour l'/les aéronef(s) qu'il met en œuvre dans le cadre de cet AC. Il applique la réglementation civile en vigueur, notamment celle relative à la navigabilité. À la demande du RPA, le titulaire doit être en mesure de présenter les certificats et agréments détenus par lui-même et par ses sous-traitants nécessaires à la réalisation des prestations du présent AC.

Le titulaire est responsable de la gestion et du maintien de la navigabilité de son/ses aéronef(s).

Il est responsable de la qualification et de l'aptitude notamment médicale des équipages de conduite de son/ses aéronef(s).

Le personnel naviguant doit posséder toutes les qualifications requises pour permettre aux aéronefs de s'intégrer au sein de la circulation aérienne générale (CAG) à partir de n'importe quel terrain et voler en conditions VFR et IFR, de jour comme de nuit.

Il doit pouvoir sur simple demande et à tout moment du marché et durant la durée de l'exécution du marché, éventuelle prolongation incluse, être en mesure de justifier et de communiquer l'ensemble de ces capacités.

### **6.3. Obligation du titulaire en cas d'incident ou d'accident aérien**

Tout accident ou incident grave concernant un vecteur aérien utilisé en aviation civile dans le cadre du présent AC doit faire l'objet d'une enquête de sécurité dans les conditions prévues par le règlement (UE) n° 996/2010 du parlement européen et du conseil du 20 octobre 2010 sur les enquêtes et la prévention des accidents et incidents dans l'aviation civile et abrogeant la directive 94/56.

En application de l'annexe 13 de la convention relative à l'aviation civile internationale signée à Chicago le 7 décembre 1944 et des dispositions combinées du code des transports (article L. 6222-1) et du code de la défense (articles L. 3125-1 et R. 3125-1 et suivants) l'enquête de sécurité peut en fonction du contexte être menée par ou conjointement avec le bureau enquêtes accidents pour la sécurité de l'aéronautique d'État (BEA-É).

En application du code de la défense, tout accident ou incident grave concernant un vecteur aérien conçu exclusivement à usage militaire ou exploités en circulation aérienne militaire doit faire l'objet d'une enquête de sécurité menée par le BEA-É (articles L. 3125-1 et R. 3125-1 et suivants).

En cas d'évènement susceptible d'être qualifié d'accident ou d'incident, le titulaire a l'obligation d'en informer sans délai le RPA.

Il est en outre tenu de partager systématiquement les informations dont il dispose avec le bureau d'enquête français compétent, sans préjudice de droits et obligations des autres États concernés (État d'immatriculation, d'exploitation de conception ou de construction de l'aéronef, État dont des ressortissants sont décédés ou blessés).

### **6.4. Obligation de confidentialité et de discrétion**

Avant toutes communications internes ou externes et quel qu'en soit le support (presse, reportage télévisé ou non, blog, réseaux sociaux professionnels ou non, ...) sur les prestations objet de l'AC, le titulaire doit rendre compte de son intention au MINARM et en obtenir l'autorisation. Si celle-ci n'est pas accordée, le titulaire doit en respecter la décision sous peine de résiliation du contrat pour faute conformément à l'article 41 du CCAG/FCS.

### **6.5. Obligation de partage d'informations liées à la sûreté**

Pendant toute la durée de l'AC, le titulaire doit rendre compte au MINARM (*via* le bénéficiaire) de toute information liée à la sûreté du transport aérien civil (menaces, sabotage, attaque, *etc.*) dont il a connaissance.

### **6.6. Clause de réexamen**

Conformément à l'article 25 du CCAG/FCS cité à l'article 1.1 du présent AC, les parties examinent de bonne foi les conséquences des circonstances qu'elles ne pouvaient prévoir et qui modifient de manière significative les conditions d'exécution de l'AC.

Dans cette hypothèse, à l'initiative du titulaire ou du MINARM, les parties peuvent convenir de procéder à une modification de l'AC par avenant, notamment dans les situations exposées ci-dessous. En cas de désaccord, les stipulations contractuelles en vigueur continuent à s'appliquer.

### **6.6.1. Cas de l'atteinte de 80% du montant maximum de l'accord-cadre**

Lorsque 80 % du montant maximum de l'AC a été atteint, le RPA en informe le titulaire. Dans un délai de quinze (15) jours à compter de ce signalement, le RPA peut transmettre au titulaire un projet d'avenant proposant de modifier à la hausse le montant maximum dans la limite de 30%.

En cas d'accord entre le RPA et le titulaire, l'avenant est signé. Le maximum modifié n'est applicable qu'après notification par le RPA de l'avenant signé au titulaire.

### **6.6.2. Prestations non prévues ou modifications nécessaires**

Si, en cours d'exécution de l'AC, de nouvelles prestations ou la modification de prestations sont devenues nécessaires pour couvrir des besoins directement rattachés à l'objet de l'AC, l'une ou l'autre des parties peut être à l'initiative de la passation d'un avenant.

Le MINARM peut demander spontanément au titulaire une proposition technique et financière (offre).

Le titulaire peut proposer spontanément au MINARM les modifications qu'il juge nécessaires. Quelle que soit l'origine de l'initiative, le titulaire doit transmettre au MINARM un devis détaillé de sa proposition technique et financière comportant la décomposition du prix des prestations objet de l'avenant.

La solution ou la prestation ajoutée ou modifiée reste conforme à l'objet de l'AC.

### **6.6.3. Évolutions réglementaire, législative ou normative**

En cas d'évolution réglementaire, législative ou normative ayant pour effet de rendre obligatoire la modification des stipulations contractuelles, le titulaire soumet au MINARM un rapport documenté relatif à la nécessaire modification de l'AC, comprenant les impacts techniques et/ou financiers sur l'AC et les moyens proposés pour se conformer aux nouvelles règles.

Au sens du présent article, on entend par évolution réglementaire toute modification, création, suppression d'une réglementation ou changement d'interprétation par le conseil d'État ou la Cour de cassation, y compris les normes techniques, ainsi que, pour les matières fiscale et comptable, tout changement d'interprétation des administrations compétentes, dont l'intervention ne peut être raisonnablement anticipée au regard des projets de réglementation en discussion et ayant fait l'objet d'une publicité préalablement à la date de notification du présent AC.

Lorsqu'une évolution réglementaire entraîne une dégradation ou une amélioration significative de l'équilibre économique de l'AC, les parties conviennent de se rencontrer pour évaluer l'impact financier de cette modification et arrêtent, dans les meilleurs délais, les mesures à prendre en vue de permettre la poursuite de l'AC dans des conditions non significativement dégradées ou améliorées.

Le seuil de dégradation significative de l'équilibre économique de l'AC s'entend des cas où l'impact financier de la survenance d'un ou de plusieurs événements rentrant dans le champ du présent article implique une augmentation, cumulée sur une période de douze (12) mois, de douze pourcents (12%) des coûts supportés par le titulaire.

Il est précisé qu'en-deçà du seuil de dégradation significative de l'équilibre économique de l'AC, tel qu'entendu ci-dessus, les conséquences des changements de réglementation sont à la charge exclusive du titulaire.

Le cas échéant, un avenant formalise l'ensemble des modifications rendues nécessaires pour permettre la poursuite de l'AC dans les cadre des évolutions réglementaire, législative ou normative.

## **6.7. Dispositions communes aux actes de commande**

Les actes de commande sont :

- les bons de commande émis au titre du poste n° 1 de l'AC pour l'achat d'heures de vol unitaires issues des tables de prix figurant en annexes financières à l'acte d'engagement. Un bon de commande couvre une seule session de sauts (avec une ou plusieurs aires d'embarquement sur un même département). Par « *session de sauts* », il faut entendre l'ensemble des rotations

réalisées sur la durée fixée dans le bon de commande. Une session de sauts varie de 1 à 5 jours.

Le MINARM transmet « l'engagement juridique-bon de commande » (EJ-BdC) au titulaire. L'EJ-BdC est réputé accepté dès sa réception par le titulaire, dans la mesure où il est établi conformément aux dispositions du présent AC. Le bon de commande notifié au titulaire confirme la mise à disposition de l'aéronef pour la période demandée aux termes et conditions du présent AC.

- les commandes de prestations complémentaires sur devis (PCD) au titre du poste n° 2 pour des prestations à caractère exceptionnel non prévues au sein de la table de prix et les prestations de carburant.

Le RPA initie la procédure en demandant au titulaire de lui remettre une offre technique et financière sur la base de spécifications techniques que le prescripteur aura préalablement définies.

Dès réception de la demande le titulaire devra répondre, dans un délai qui lui aura été imparti par le service et qui ne saurait être inférieur à quinze (15) jours, par la transmission d'un devis assorti d'un délai d'exécution. Ce devis fait l'objet d'une négociation entre les parties.

Les actes de commande sont adressés au titulaire (avec copie au donneur d'ordres, ETAP ou CAS-T) par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception, conformément à l'article 3.1 du CCAG/FCS.

La date de notification de l'acte de commande est la date d'accusé de réception de l'acte de commande par le titulaire. L'administration notifie au titulaire les actes de commandes émis au titre du poste n° 1 avec un préavis, au plus tard, de deux (2) jours calendaires avant la date de la session de sauts.

La date limite de notification d'un acte de commande est définie à l'article 5.1. *supra*.

En aucun cas, le montant total des bons de commande notifiés au titre de l'AC ne pourra dépasser le montant maximum de l'AC.

En aucun cas, le montant total des commandes de prestations complémentaires sur devis notifiées au titre de l'AC ne pourra dépasser 10% des montants consommés au titre du poste n° 1 du lot concerné.

Aucune prestation aérienne ne peut être exécutée si elle n'est pas prescrite par un acte de commande notifié au préalable.

Si aucune prestation complémentaire sur devis n'est commandée dans le cadre du poste dédié aux prestations complémentaires sur devis, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

Sauf disposition contraire prévue expressément à l'AC, chaque achat donne lieu obligatoirement à l'établissement préalable d'un bon de commande *via* le logiciel Chorus.

#### **6.7.1.Procédure de passation des bons de commande Chorus**

Le donneur d'ordres transmet la demande d'achat à la PFAT de Vélizy-Villacoublay *via* l'application Chorus Formulaire pour la création et la passation du bon de commande correspondant.

Compte tenu des délais de traitement inhérents au système Chorus, le donneur d'ordres est tenu de transmettre sa demande d'achat avec un préavis suffisant pour permettre la notification du bon de commande avant tout début d'exécution des prestations.

Seuls les engagements juridiques – bons de commande (EJ-BdC) Chorus notifiés par le représentant du pouvoir adjudicateur (la PFAT) engagent le MINARM envers le titulaire.

Toute prestation réalisée sans bon de commande ou avant son émission est réputée nulle et non avenue et, par voie de conséquence, ne pourra être payée.

#### **6.7.2.Mentions obligatoires figurant sur le bon de commande**

Le bon de commande précise les prestations prévues à l'accord-cadre, dont l'exécution est demandée et en détermine le périmètre précis suivant les mentions détaillées ci-après.

Chaque bon de commande précise donc les mentions suivantes :

- les références de l'AC (numéro du marché et de son EJ) ;
- les références de la demande d'achat (numéro et date) ;
- la raison sociale du titulaire ;
- les nom, adresse et coordonnées du donneur d'ordres ;
- les nom, adresse et coordonnées de l'émetteur du bon de commande (PFAT) ;
- le numéro du bon de commande (numéro de l'EJ) ;
- la date d'émission du bon de commande ;
- le numéro du poste de l'acte de commande ;
- la date du premier jour de la session de sauts ;
- le lieu(x) d'embarquement ;
- la zone(s) de mise à terre ;
- le nombre d'heures de vol estimé de jour et de nuit (jours ouvrés, fériés et non ouvrés) pour la session de sauts ;
- le prix de l'heure de vol de jour et de nuit les jours ouvrés, fériés et non ouvrés (prix HT, taux de TVA, prix TTC) ;
- le montant du bon de commande (montant HT, taux de TVA, montant TTC) ;
- le cas échéant le droit à avance et à paiements ;
- la nature des prix ;
- les observations ou consignes particulières le cas échéant.

### **6.7.3.Émission et notification des bons de commande**

La PFAT émet et notifie les bons de commande à l'adresse de courrier électronique communiquée par le titulaire. Le document est établi au format électronique. Un exemplaire est transmis par ailleurs au donneur d'ordres.

## **6.8. Pilotage de l'accord-cadre**

Le titulaire s'engage à participer aux réunions organisées par le MINARM.

### **6.8.1.Réunion de lancement de l'accord-cadre**

Une réunion de lancement en visioconférence peut être organisée à l'initiative du MINARM dans un délai maximum de quinze (15) jours calendaires à compter de la notification de l'AC.

Cette réunion vise notamment à :

- présenter les modalités d'exécution de l'AC (procédure de passation des bons de commande, pénalités, facturation et paiement des prestations) ;
- définir les interlocuteurs respectifs ;
- la programmation des sessions de sauts ;
- les modes d'avitaillement de l'aéronef.

Un compte-rendu de réunion est établi par le MINARM et transmis au titulaire pour validation. L'accord ou les observations éventuelles du titulaire doivent être formulés dans un délai de cinq (5) jours à compter de la réception du compte-rendu.

### **6.8.2.Réunion de suivi en cours d'exécution**

Une réunion de suivi, le cas échéant, en visioconférence peut être organisée à tout moment à la demande du MINARM ou du titulaire.

Cette réunion a notamment pour objet :

- de dresser un état synthétique des commandes et de l'appréciation par les prescripteurs de la qualité des prestations ;
- de faire un suivi de la consommation de carburant ;
- d'examiner les difficultés rencontrées (respect des délais, annulation et incident constatés tant au niveau de la mise à disposition de l'aéronef que de son avitaillement) ;
- de proposer, le cas échéant, des actions correctives pour améliorer l'exécution de l'AC ;
- de faire un suivi des obligations du titulaire en matière de développement durable.

L'ordre du jour est fixé par l'organisateur de la réunion de suivi. La convocation est adressée à l'ensemble des parties au moins dix (10) jours calendaires avant la tenue de la réunion.

Il appartient au titulaire et aux différents représentants du MINARM de collecter en amont les éléments techniques et financiers permettant de répondre de façon exhaustive à l'ordre du jour.

Le compte-rendu est établi par le service qui est à l'initiative de la réunion. Le document est transmis aux parties prenantes pour approbation.

### **6.8.3. Réunion de fin de l'accord-cadre**

Une réunion de clôture peut être organisée en visioconférence à la fin de l'AC, ou au plus tard dans les trente (30 jours) qui suivent son terme.

Elle vise notamment à :

- dresser le bilan global de l'exécution de l'AC ;
- vérifier le solde des prestations et des paiements ;
- évaluer la qualité du service rendu ;
- recueillir les observations du titulaire sur le déroulement de l'AC ;
- identifier les pistes d'amélioration pour d'éventuels marchés ultérieurs.

## **ARTICLE 7 SOUS-TRAITANCE**

Pour les prestations de service, le titulaire d'un AC peut, dans les conditions prévues aux articles L. 2393-10 à L. 2393-14 du code de la commande publique (CCP), sous-traiter l'exécution de certaines parties des prestations à condition d'avoir obtenu préalablement du RPA l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. La procédure correspondante est décrite aux articles R. 2393-25 à R. 2393-32 du CCP.

À ce titre, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais d'un acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (document téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>). Le non-respect de cette procédure préalable à toute commande implique la non-prise en compte de la prestation au titre de l'AC.

Le titulaire est responsable de ses sous-traitants dans l'application de chacune des clauses de cet AC.

## **ARTICLE 8 SÉCURITÉ ET PROTECTION DU SECRET DE LA DÉFENSE NATIONALE**

Le présent AC est un marché non protégé.

## **ARTICLE 9 OBLIGATIONS PARTICULIERES**

Le MINARM peut réaliser ou faire réaliser des audits ou inspections sur la qualité, la sécurité aérienne et les conditions d'exécution des prestations ainsi que sur l'ensemble des prescriptions techniques et administratives de l'AC. Les audits ou inspections ont pour objectif de vérifier si les activités réalisées par le titulaire sont conformes à l'AC.

Les audits ou inspections sont effectués par le MINARM ou à la demande et à la charge du MINARM.

De même, l'administration se réserve le droit de procéder à une analyse des coûts du titulaire sur la base des éléments qui figurent dans son offre, dans sa liasse fiscale ou tout autre document accessible en source ouverte.

## **ARTICLE 10 RESPONSABILITÉS EN CAS DE DOMMAGES**

Le titulaire est l'exploitant des aéronefs utilisés dans le cadre des prestations au sens de la réglementation applicable.

Conformément aux dispositions de l'article L. 6131-1 du code des transports, il est rappelé qu'en cas de dommage causé par un aéronef en évolution avec un autre aéronef en évolution, la responsabilité du pilote et de l'exploitant de l'appareil est réglée conformément aux dispositions du code civil.

En outre, l'article L. 6131-2 du code des transports dispose que l'exploitant d'un aéronef est responsable de plein droit des dommages causés par les évolutions de l'aéronef ou les objets qui s'en détachent aux personnes et aux biens situés à la surface.

Enfin, l'article L. 6131-4 du code des transports prévoit le cas de la location.

Le titulaire, en qualité d'exploitant des aéronefs utilisés dans le cadre des prestations, assumera la gestion des dommages causés par ses aéronefs à l'occasion de la réalisation de sa mission.

Ainsi, chaque partie prend à sa charge :

- la réparation des dommages matériels, corporels ou immatériels causés par son personnel et ses matériels au personnel et matériels de l'autre partie à l'occasion de l'exécution des prestations au sol ou en vol ;
- la réparation des dommages matériels, corporels ou immatériels causés aux tiers par son personnel et ses matériels à l'occasion de l'exécution des prestations au sol ou en vol.

À ce titre, l'État est responsable des dommages causés au titulaire ou aux tiers par le personnel du MINARM par le fait ou à l'occasion des prestations, sous réserve d'une éventuelle action récursoire contre les intéressés en cas de faute personnelle.

## **ARTICLE 11 DIFFÉRENDS ENTRE LES PARTIES – DIFFICULTÉS D'EXÉCUTION – RÉSILIATION DE L'ACCORD-CADRE**

### **11.1. Dispositions générales**

Conformément aux dispositions de l'article 46 du CCAG/FCS, en cas de différends ou de litiges entre le MINARM et le titulaire dans le cadre du présent AC, le droit français est seul applicable et les juridictions françaises sont seules compétentes pour en connaître.

Le MINARM et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation ou la mise en œuvre des clauses de l'AC et des actes de commande qui en découlent.

Tout différend entre le MINARM et le titulaire doit faire l'objet, de la part de ce dernier, d'un mémoire en réclamation transmis au RPA par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Ce mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par le CCAG/FCS de référence et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'événement ouvrant droit à indemnisation ainsi que tout motif dûment justifié pouvant conduire à atténuer ou annuler la responsabilité du titulaire.

Ce mémoire en réclamation doit être communiqué au RPA dans le délai de deux (2) mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Lorsque l'équilibre du contrat est temporairement bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations dans le cas d'un événement imprévisible et extérieur aux parties et qu'il en résulte des pertes anormales pour le titulaire, ce dernier peut être indemnisé partiellement du préjudice subi, sur le fondement de la théorie de l'imprévision codifiée au 3° de l'article L. 6 du code de la commande publique.

Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement temporaire de l'équilibre du contrat, la perte effective subie et le lien avec l'événement imprévisible. À défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.

Cette demande fait l'objet d'un mémoire en réclamation conformément au présent article.

Le RPA dispose d'un délai de deux (2) mois, courant à compter de la date de réception du mémoire en réclamation, pour notifier sa décision au titulaire.



L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Le RPA et le titulaire peuvent chacun soumettre tout différend qui les oppose à un comité consultatif national de règlement amiable des litiges (CCNRA). L'avis de ce comité ne lie pas les parties.

L'introduction d'un recours contentieux ne fait pas obstacle à ce droit du titulaire.

L'adresse du comité consultatif est la suivante :

Comité consultatif national de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics  
Direction des affaires juridiques  
Sous-direction de la commande publique  
Bureau économie, statistiques et techniques de l'achat public/ 1C  
Bâtiment Condorcet  
6 rue Louise Weiss  
Télédoc 353  
75703 PARIS Cedex 13  
Téléphone : 01.44.97.05.39

## **11.2. Opérateurs économiques en difficulté sur le plan judiciaire**

Le titulaire en difficulté sur le plan judiciaire doit, par l'intermédiaire de son représentant, de l'administrateur judiciaire ou du liquidateur judiciaire, adresser à l'administration dans les quinze (15) jours au plus qui suivent la décision de justice, une copie de tout acte judiciaire relatif au jugement de faillite personnelle, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire ainsi qu'une copie de tout document afférent aux autorisations de poursuite d'activité du titulaire, dans le cadre de l'exécution de l'AC.

## **11.3. Conditions de résiliation**

Le RPA peut résilier le présent AC dans les cas prévus aux articles L. 6 et L. 2395-1 et L. 2395-2 du CCP et le chapitre 7 du CCAG/FCS.

La résiliation fait toujours l'objet d'une décision expresse du RPA.

Un décompte de marché est établi par le RPA et le titulaire.

Le présent AC peut être résilié notamment dans les cas suivants :

- en cas de force majeure ;
- pour événements extérieurs ou liés au marché public ;
- pour faute du titulaire ;
- pour inexactitude des renseignements fournis à l'appui des candidatures et des offres ;
- pour motif d'intérêt général.

En outre, par application du CCAG/FCS, le représentant du pouvoir adjudicateur peut, sans en prononcer la résiliation, faire procéder à l'exécution des prestations de l'AC par un tiers, aux frais et risques du titulaire dans les conditions prévues à l'article 11.4 *infra*.

## **11.4. Exécution aux frais et risque du titulaire**

Conformément à l'article 45 du CCAG/FCS, le MINARM peut décider de faire exécuter la totalité ou la partie manquante de la prestation par tout autre moyen aux frais et risques du titulaire défaillant après mise en demeure préalable de ce dernier restée sans effet dans un délai raisonnable fixé par ladite mise en demeure et notification au titulaire de la décision de déclenchement de la procédure d'exécution à ses frais et risques.

Seules les prestations initialement prévues par l'acte de commande ne pouvant totalement ou partiellement être réalisées peuvent faire l'objet d'une exécution aux frais et risques du titulaire.

Le MINARM s'engage à n'ajouter aucune autre prestation que celles pour lesquelles le titulaire s'est révélé défaillant.

Le MINARM transmet au titulaire l'acte de commande ou le marché de substitution avant tout début d'exécution des prestations prévues afin de lui permettre de veiller à la sauvegarde de ses intérêts.

Dans le cas où la prestation de substitution ne permet pas de réaliser toutes les prestations pour lesquelles le titulaire s'est révélé défaillant, ce dernier supporte la charge financière d'une éventuelle défaillance du titulaire de substitution et assure la réparation d'éventuels préjudices subis par le MINARM.

Le MINARM présente au titulaire les justificatifs du coût de la réalisation (partielle ou totale) de la mission de substitution. Ce montant est déduit des sommes dues au titulaire au titre des prestations admises, ou le cas échéant, fait l'objet d'un titre de perception. L'éventuelle augmentation des coûts est à la charge du titulaire, toutefois, la diminution des dépenses de la prestation de substitution ne lui profite pas.

### **11.5. Tribunaux compétents**

Pour le présent AC, les parties conviennent que les différends relevant du tribunal administratif sont soumis au tribunal dont relève l'autorité publique contractante.

À titre indicatif, l'instance chargée des procédures de recours contentieux dont relève l'autorité publique contractante est désignée ci-après :

Tribunal administratif de Versailles  
56 avenue de Saint Cloud  
78011 Versailles  
Tél : 01 39 20 54 00

Auprès de lui, différents recours sont possibles :

- Référé contractuel

Le référé contractuel peut être formé à compter de la date de publication de l'avis d'attribution pendant un délai d'un mois.

Ce recours n'est pas cumulable avec la mise en œuvre d'un référé précontractuel, sauf si la personne publique n'a pas respecté la suspension de la procédure pendant la phase de référé précontractuel.

- Recours de plein contentieux

Sur le fondement de la jurisprudence « *Département de Tarn-et-Garonne* » du 4 avril 2014, il permet, aux concurrents évincés de la conclusion d'un contrat administratif ainsi qu'aux tiers au contrat, de contester la validité dudit contrat ou certaines de ses clauses, ainsi que les actes détachables préalables à sa conclusion.

Le recours doit être effectué devant le tribunal de Versailles dans un délai de 2 mois suivant l'accomplissement des mesures de publicité relatives à la conclusion du contrat. Le recours de plein contentieux peut être assorti d'un référé-suspension fondé sur l'article L. 521-1 du code de justice administrative.

- Recours pour excès de pouvoir

Les clauses réglementaires du contrat et la décision d'abandon de procédure sont susceptibles d'être contestées par la voie du recours pour excès de pouvoir dans un délai de 2 mois en application des articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative.

## **ARTICLE 12 CLAUSES ADMINISTRATIVES DIVERSES**

### **12.1. Nantissement**

Conformément aux dispositions des articles L. 313-23 à L. 313-35 du code monétaire et financier, le présent AC peut faire l'objet d'une cession ou d'un nantissement des créances en résultant.

Il est délivré au titulaire, à sa demande, une copie de l'original de l'AC revêtue de la mention « signée par le représentant du pouvoir adjudicateur » indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire ou un certificat de cessibilité en vue de la notification éventuelle d'une cession ou d'un nantissement de créance.

### **12.2. Protection des données à caractère personnel**

Les modalités relatives à la protection des données à caractère personnel sont définies à l'annexe n° 2 du présent CCAP.

### **12.3. Environnement – Développement durable – Dispositif social du militaire blessé**

Conformément à l'article 7 du CCAG/FCS, le titulaire respecte les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier le respect, durant toute la période d'exécution de l'AC. En cas d'évolution de la réglementation dans ces domaines en cours d'exécution de l'AC, les modifications éventuelles demandées par le RPA afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties à l'AC.

En application des prescriptions de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021, portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets (dite loi « climat et résilience ») qui inclut plusieurs mesures destinées à mieux prendre en compte le développement durable lors de la passation et l'exécution des marchés de la commande publique, le titulaire s'engage à limiter la consommation des ressources non renouvelables, à réduire la consommation électrique ainsi que les déchets et à traiter de façon optimale les produits en fin de vie.

Le titulaire met en place, à la demande de Défense Mobilité, le dispositif social du militaire blessé. Ce dispositif est prévu en annexe n° 3 du présent CCAP.

### **12.4. Assurances**

Conformément à l'article 9 du CCAG/FCS, le titulaire s'engage à souscrire et à faire souscrire par ses sous-traitants éventuels auprès des compagnies d'assurance de leur choix, une ou plusieurs polices d'assurance pour couvrir durant toute la période d'exécution de l'AC, l'ensemble des opérations dont il a la charge, ainsi qu'à fournir au RPA, en son nom propre et pour ses substitués, une copie des polices d'assurances garantissant :

- les risques incendie et corps du/des aéronef(s) ;
- la responsabilité encourue par l'exploitant pour les dommages causés par le/les aéronef(s) aux tiers à la surface ou en vol ;
- l'assurance de l'équipage ;
- la responsabilité encourue par l'exploitant ou le transporteur pour les dommages causés aux passagers.

Les assurances sont comprises dans les frais fixes du titulaire tel que prévus à l'article 3.1.1 *supra*.

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent justifier auprès du RPA, dans un délai de quinze (15) jours à compter du lendemain de la date de notification de l'AC et avant tout début d'exécution de l'AC, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

En absence de réception de la ou des polices d'assurance couvrant les risques énoncés ci-dessus dans ce délai, le RPA peut prononcer la résiliation de l'AC après mise en demeure préalable du titulaire.

À tout moment durant l'exécution de l'AC, le titulaire doit être en mesure de produire ces attestations, sur demande du RPA et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception des demandes.

## **12.5. Entités liquidatrices - Conditions d'envoi des factures**

### **12.5.1. Entités liquidatrices**

Les entités liquidatrices chargées de vérifier la réalité des créances et d'arrêter le montant du paiement des prestations de l'AC est la PFAT/DFIN et le CSTA (SEO) désignés à l'article 12.5.2. *infra*.

Le RPA est également chargé de fournir, sur leur demande, au titulaire, ainsi qu'au bénéficiaire de cession ou de nantissement de créance résultant du présent AC ou d'une transmission des documents prévus au titre des stipulations de l'article 12.1 *supra*, les documents suivants :

- soit un état sommaire des prestations effectuées, accompagné d'une évaluation qui n'engage pas le pouvoir adjudicateur ;
- soit le décompte des droits constatés au profit du titulaire.

En outre, les bénéficiaires de cession ou de nantissement de créance résultant du présent AC peuvent demander au comptable un état des avances et des acomptes mis en paiement et un état détaillé des oppositions au paiement de la créance détenue par le titulaire de l'AC qu'il a reçues.

S'ils en font la demande par lettre recommandée avec avis de réception (LRAR) postal, en justifiant de leur qualité, le pouvoir adjudicateur (ou la personne publique) les avisera, en même temps que le titulaire de l'AC, de toutes les modifications apportées au contrat, qui ont un effet sur le nantissement ou la cession.

Lesdits bénéficiaires ne peuvent exiger d'autres renseignements que ceux prévus ci-dessus ni intervenir en aucune manière dans l'exécution de l'AC.

### **12.5.2. Conditions de transmission des factures**

Le titulaire de l'AC doit envoyer exclusivement ses factures selon le mode de transmission par voie dématérialisée.

Les factures sous forme dématérialisée doivent être émises conformément au décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique et à l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Le titulaire dispose de trois procédures :

- 1 - Un mode « flux » correspondant à une transmission automatisée de manière univoque entre le système d'information de l'émetteur ou de son tiers de télétransmission et Chorus Pro.
- 2 - Un mode « portail » nécessitant de l'émetteur, soit la saisie manuelle des éléments de facturation sur le portail internet mis à disposition des opérateurs économiques à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>, soit directement l'envoi de sa facture sur ce même portail internet.
- 3 - Un mode « service » nécessitant de la part de l'émetteur l'implémentation dans son système d'information de l'appel aux services mis à disposition par Chorus Pro.

Les modalités détaillées de mise en œuvre technique de la transmission des factures selon les modes « flux », « portail » et « service » sont disponibles à l'adresse internet suivante :

⇒ <https://chorus-pro.gouv.fr>

⇒ Article 289 bis du code général des impôts : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Les factures, sauf en ce qui concerne la fourniture de carburant et des prestations directement associées, sont déposées sur le portail Chorus Pro à l'attention de :

PFAT/détachement de Denain

Code Service : D04114N059

SIRET de l'État : 11 000 2011 000 44

Numéro individuel d'identification TVA intracommunautaire : FR 43130015480

**Chaque bon de commande donne lieu à l'émission d'une facture laquelle est présentée une fois le dit bon de commande exécuté.**

Outre les mentions légales (SIRET et numéro de compte bancaire IBAN), l'exemplaire original de la facture doit faire apparaître distinctement les indications suivantes, conformément au décret n° 2019 - 748 du 18/07/2019 :

- désignation de l'émetteur de la facture (nom et adresse) ;
- désignation du destinataire de la facture (nom et adresse du service exécutant) ;
- domiciliation du titulaire ;
- numéro d'identification TVA du titulaire ;
- code d'identification du service en charge du paiement (PFAT/Antenne de Denain : D04114N059) ;
- numéro SIRET de l'État (11 000 2011 000 44) ;
- numéro individuel d'identification TVA intracommunautaire de la PFAT (FR 43130015480) ;
- date d'émission de la facture ;
- numéro unique de la facture basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- références du contrat (numéro du contrat et numéro de l'EJ) ;
- numéro de l'EJ « bon de commande » incluant une partie « frais variables » estimée (prévus à l'article 3.1.2. hors avitaillement) transmis par la PFAT pour chaque commande ;
- désignation des prestations (achat d'heures de vol) ;
- dates et lieu(x) d'exécution des prestations ;
- nombre d'heures de vol réalisé de jour et de nuit (jours ouvrés, fériés et non ouvrés) pour la session de sauts. Le relevé doit être fait en dixième d'heure ;
- prix unitaire en euros HT de l'heure de vol de jour et de nuit (jours ouvrés, fériés et non ouvrés) ;
- prix unitaire ou forfaitaire en euros HT des redevances aéronautiques, des taxes aéroportuaires et de l'assistance en escale et quantification des prestations correspondantes ;
- montant total HT, taux de TVA et des autres taxes applicables et montant total TTC de la facture ;
- mention du fondement juridique de l'exonération de la TVA le cas échéant.

L'avitaillement réalisé au moyen des contrats du SEO (SCALP) ne donne pas lieu à facturation par le titulaire. Le carburant est directement pris en charge par le MINARM.

Lorsque l'avitaillement est réalisé sous la responsabilité du titulaire hors SEO, le titulaire transmet au CSTA, par le portail Chorus Pro, une facture de carburant correspondant aux volumes définis dans le compte-rendu d'activité par session de sauts. Cette facture doit comporter les mentions obligatoires relatives au CSTA.

Le titulaire dépose le dossier de facturation *via* le portail Chorus Pro à l'attention du service exécutant :

CSTA  
Code Service : AMMAGFA001  
SIRET de l'État : 11 000 2011 000 44  
Numéro individuel d'identification TVA intracommunautaire CSTA : FR 17151000031

La facture comporte les mentions spécifiques suivantes :

- code client SEO à refacturer ;
- numéro de l'EJ prévisionnel relatif à l'avitaillement mentionné à l'article 2.3.2. *supra* ;
- désignation des prestations (avitaillement en carburant hors SEO) ;
- dates et lieu(x) d'exécution de l'avitaillement ;
- type de carburant utilisé ;
- avion avitaillé (constructeur, type et immatriculation) ;
- prix unitaire en euros HT du carburant ;
- volume de carburant avitaillé ;
- montant total HT, taux de TVA et des autres taxes applicables et montant total TTC de la facture ;
- mention du fondement juridique de l'exonération de la TVA le cas échéant.

**Les factures en devise étrangère ne sont pas acceptées.**

Le titulaire peut présenter, à l'appui de sa facture en euro, des pièces justificatives et facturations complémentaires de ces prestataires, présentées en devise étrangère.

Dans ce cas, le titulaire doit convertir en euro ces pièces et factures complémentaires en prenant en compte le **taux de change au jour d'émission de la facture**.

**Toute facture transmise avec un taux de change contraire aux dispositions du présent article est rejetée.**

Chaque opérateur économique peut consulter à cette même adresse l'état d'avancement de ses factures transmises sous forme dématérialisée (natif et duplicatif).

## **12.6. Certificat de bonne exécution du marché**

À la fin de la période de validité du présent AC et à la demande du titulaire, ou de sa propre initiative, l'administration peut délivrer un « certificat de bonne exécution de marché » au titulaire qui a donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations. La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation de l'administration qui dispose, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire.

La délivrance d'un tel certificat peut notamment être accordée si :

- la qualité ou la quantité des prestations attendues a été conforme aux stipulations contractuelles ;
- la relation commerciale s'est révélée de qualité ;
- le titulaire ne s'est pas vu appliquer des pénalités de retard ou des réfections ;
- l'AC n'a pas été résilié aux torts du titulaire ;
- l'AC n'a pas donné lieu à des fiches incident (occurrence et/ou typologie à définir) ;
- la méthode de facturation du titulaire n'a pas entraîné de rejet de factures.

## **ARTICLE 13 LISTE DES DÉROGATIONS AU CCAG/FCS**

Le présent document déroge au CCAG/FCS cité à l'article 1 du présent document, pour ce qui concerne l'article/les articles suivant(s) :

<b>Article du CCAP</b>	<b>Article du CCAG/FCS</b>
Article Liminaire	Dérogation à l'article 3.4.3 (Conduite des prestations par une personne nommément désignée) du CCAG/FCS
3.4.2	Dérogation à l'article 10.1.2 (Actualisation des prix fermes) du CCAG/FCS
5.2	Dérogation à l'article 27.1 (Nature des opérations de vérifications)
5.3.1	Dérogation aux articles 14 (Pénalités), 14.1.2 (Ne peut excéder 10% du montant total HT du bon de commande) et 14.1.3 (Exonération si le montant des pénalités ne dépasse pas les 1 000 €)

## **ANNEXE N° 1 – ENSEMBLE DES ÉLÉMENTS DE RÉDACTION DES FACTURES, NÉCESSAIRES À LA LIQUIDATION ET NOTICE RELATIVE À LA TVA**

### **Rédaction des factures**

Outre les mentions légales (SIRET et numéro de compte bancaire (IBAN)), et conformément au décret n° 2019-748 du 18/07/2019, l'exemplaire original de la facture doit faire apparaître distinctement les indications suivantes :

- désignation de l'émetteur de la facture (nom et adresse) ;
- désignation du destinataire de la facture (nom et adresse du service exécutant) ;
- domiciliation du titulaire ;
- numéro d'identification TVA du titulaire ;
- code d'identification du service en charge du paiement (PFAT/Antenne de Denain : D04114N059) ;
- numéro SIRET de l'État (11 000 2011 000 44) ;
- numéro individuel d'identification TVA intracommunautaire de la PFAT (FR 43130015480) ;
- date d'émission de la facture ;
- numéro unique de la facture basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- références du contrat (numéro du contrat et numéro de l'EJ) ;
- numéro de l'EJ « bon de commande » incluant une partie « frais variables » estimée (prévus à l'article 3.1.2. hors avitaillement) ou de l'EJ prévisionnel transmis par la PFAT pour chaque commande ;
- désignation des prestations (achat d'heures de vol) ;
- dates et lieu(x) d'exécution des prestations ;
- nombre d'heures de vol réalisé de jour et de nuit (jours ouvrés, fériés et non ouvrés) pour la session de sauts. Le relevé doit être fait en dixième d'heure ;
- prix unitaire en euros HT de l'heure de vol de jour et de nuit (jours ouvrés, fériés et non ouvrés) ;
- prix unitaire ou forfaitaire en euros HT des redevances aéronautiques, des taxes aéroportuaires et de l'assistance en escale et quantification des prestations correspondantes ;
- montant total HT, taux de TVA et des autres taxes applicables et montant total TTC de la facture ;
- mention du fondement juridique de l'exonération de la TVA le cas échéant.

Le titulaire doit impérativement utiliser son numéro de **SIRET** déclaré sur l'acte d'engagement pour assurer le routage des factures.

Toute facture ne comportant pas les mentions ci-dessus mentionnées font l'objet soit d'un rejet soit, si l'anomalie le permet d'une demande de recyclage qui s'entend par une rectification de la facture concernée.

En cas de rejet, une nouvelle facturation doit être émise et porter la mention annule et remplace ainsi que les références de la facture initiale.

Lors du dépôt de la facture sur le portail Chorus Pro une attention particulière doit être portée sur l'exactitude des éléments constituant les références de la facture sous peine de rejet. Ceux-ci doivent correspondre aux références de la facture PDF appelée « pièce probante » qui doit être un original.

### **Notice relative à la TVA**

#### **1. Préambule**

Les prestations exécutées au titre du présent AC sont assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée au taux normal en vigueur lors du fait générateur. Ce taux est de 20% à la date de notification de l'AC.

Toutefois, l'AC peut être établi hors taxe dans les situations identifiées aux articles 2 à 5 de la présente annexe.

## **2. Paiement de la TVA pour les fournitures/services provenant de l'étranger**

### **2.1**     *Titulaire non français ressortissant de l'Union Européenne*

L'AC est établi hors taxes. Celles-ci seront payées directement par l'entité liquidatrice mentionnée à l'article 12 du CCAP auprès de la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP).

### **2.2**     *Titulaire non ressortissant de l'Union Européenne*

L'AC est établi hors taxes. Celles-ci seront payées directement par l'entité liquidatrice mentionnée à l'article 12.5. du CCAP auprès de la direction générale des douanes et des droits indirects (DGDDI).

## **3. Paiement de la TVA pour les prestations de service exécutées par un titulaire étranger**

L'AC est établi hors taxes. Celles-ci seront payées directement par l'entité liquidatrice mentionnée à l'article 12 du CCAP auprès de la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP).

## **4. Paiement de la TVA pour les prestations de service exécutées par un sous-traitant étranger à paiement direct**

Le montant de la part sous-traitée est établi hors taxes. Le montant de la TVA appliquée sur la part du sous-traitant à paiement direct « X » (à compléter) sera versée au titulaire.



## **ANNEXE N° 2 – MODALITÉS RELATIVES À LA PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL**

Mise en conformité avec la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement et du Conseil du 27 avril 2016

Pour l'application des présentes, au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « **règlement général sur la protection des données** », RGPD), **le responsable de traitement est le MINARM et le sous-traitant est le TITULAIRE du marché public.**

### **A. Objet**

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le TITULAIRE s'engage à effectuer pour le compte du MINARM, les opérations de traitement de données à caractère personnel dans les conditions définies ci-après.

### **B. Description du traitement des données à caractère personnel nécessaires à l'exécution du marché**

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « **le règlement européen sur la protection des données** »).

Le TITULAIRE est autorisé à traiter pour le compte du MINARM responsable de traitement des données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) :

- a) la nature des opérations réalisées sur les données est : identification des passagers.
- b) la ou les finalité(s) du traitement des données sont : transport de passagers.
- c) les données à caractère personnel traitées sont : biodatas.
- d) les catégories de personnes concernées sont : personnels civils et militaires du MINARM ou sous-couvert du MINARM.

Pour l'exécution des prestations objets des présentes, le MINARM met à la disposition du TITULAIRE les informations nécessaires.

### **C. Durée de l'engagement des parties**

Les présentes clauses entrent en vigueur à compter de la notification du marché au TITULAIRE pour toute la durée d'exécution du marché.

### **D. Obligations du titulaire vis-à-vis du MINARM**

#### **I. Confidentialité des données**

Le TITULAIRE s'engage à :

- a) Traiter les données **uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s)** qui fait/font l'objet du présent marché.
- b) Traiter les données **conformément aux instructions documentées du MINARM** (VII *infra*).

En outre, si le TITULAIRE est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis, il doit informer immédiatement le MINARM de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public. Il ne doit pas procéder au transfert des données sans avoir obtenu l'autorisation préalable du MINARM.

- c) **Garantir la confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre des présentes clauses.
- d) Veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu des présentes clauses :
- S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
  - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
- e) **Prendre en compte**, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception et de protection des données par défaut**.

## **II. Sous-traitance de niveau 2 ou sous-traitance ultérieure des activités de traitement**

Le TITULAIRE du marché peut faire appel à un sous-traitant (ci-après, « le sous-traitant ultérieur ») pour mener des activités de traitement clairement identifiées. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le MINARM de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant, les dates de notification du marché (ou le cas échéant de l'avenant) et les dates du contrat de sous-traitance. Le MINARM dispose d'un délai minimum de 15 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le MINARM n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément du MINARM, le TITULAIRE doit présenter son sous-traitant (tant aussi bien au sens du RGPD, que du sens de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance) par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte du MINARM. Il appartient au TITULAIRE du marché de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le TITULAIRE du marché demeure pleinement responsable devant le MINARM de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

## **III. Droit d'information des personnes concernées**

Il appartient au MINARM de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

## **IV. Exercice des droits des personnes**

Le TITULAIRE doit aider le MINARM à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

La formulation et le format de l'information doivent être convenus avec le MINARM avant la collecte des données.

## **V. Notification des violations des données à caractère personnel**

Le TITULAIRE notifie au MINARM toute violation de données à caractère personnel dès qu'il en a connaissance et dans un délai maximum de 72 heures, par le message via la plate-forme des achats de l'État (PLACE). Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au MINARM, si nécessaire, de notifier cette violation au délégué à la protection des données du ministère des armées. Le TITULAIRE est tenu de communiquer au MINARM toute information complémentaire, nécessaire à la notification.

La notification contient au moins :

- ♣ la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- ♣ la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- ♣ la description des mesures prises ou que le TITULAIRE propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

La notification des violations est transmise à la CNIL par le délégué à la protection des données du ministère des armées.

Lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique, la notification de ladite violation est communiquée à la personne concernée par l'administration (responsable de traitement).

## **VI. Analyse d'impact**

Le TITULAIRE aide le MINARM pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.

Le TITULAIRE conseille le MINARM en cas de consultation de la CNIL sur l'analyse d'impact réalisée. Cependant, celle-ci est présentée à la CNIL par le délégué à la protection des données du ministère des armées.

## **VII. Mesures de sécurité des données**

Le TITULAIRE met en œuvre les mesures de sécurisation des données nécessaires :

- *les droits d'accès aux données sont limités ;*
- *les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;*
- *les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;*
- *une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.*

Le TITULAIRE met en œuvre les mesures de sécurité prévues.

## **VIII. Devenir des données au terme de l'exécution du marché**

Au terme de l'exécution du présent marché, le TITULAIRE s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

Une fois détruites, le TITULAIRE doit justifier par écrit de la destruction.

## **IX. Délégué à la protection des données**

Le TITULAIRE communique au MINARM **le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données**, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions.

## **X. Registre des activités de traitement**

Le TITULAIRE déclare **tenir par écrit un registre** de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du MINARM comprenant :

- Le nom et les coordonnées du MINARM pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- Les catégories de traitements effectués pour le compte du MINARM ;

- Une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
  - Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
  - Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
  - Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.
- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées.

## **XI. Documentation**

Le TITULAIRE met à la disposition du MINARM **la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations** et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

## **ANNEXE N° 3 – DISPOSITIF SOCIAL DU MILITAIRE BLESSÉ**

Le titulaire met en place, à la demande de Défense mobilité <https://www.defense.gouv.fr/defense-mobilite>, le dispositif social du militaire blessé, qui permet à un militaire blessé, suivi par Défense mobilité, de découvrir un métier, un secteur d'activité, le monde de l'entreprise, confirmer ou informer un projet professionnel, en réalisant un stage dans l'entreprise titulaire du marché.

Le titulaire met en œuvre les mesures nécessaires afin d'assurer l'accueil en stage non rémunéré d'un ou plusieurs militaires blessés, identifiés par Défense mobilité, pour une durée allant de plusieurs jours à trois mois.

Ce stage ne peut se dérouler que pendant la durée d'exécution du marché. Il n'y a pas d'obligation pour le titulaire de former ou de recruter le stagiaire. Néanmoins, à la fin du stage, le titulaire peut proposer une formation ou un recrutement au militaire qu'il a accompagné.

Ce dispositif concerne les militaires accompagnés par Défense mobilité touchés par une blessure psychique ou physique.

### **Modalités de mise en œuvre du dispositif**

A la demande de Défense mobilité, lorsqu'un militaire blessé est intéressé par un des domaines d'activité proposés par le titulaire, le dispositif est mis en œuvre par le titulaire selon l'une ou plusieurs des modalités suivantes :

- une proposition de stage directement par l'entreprise titulaire ;
- une proposition de stage de l'un des membres du groupement en cas de groupement d'opérateurs économiques ;
- une proposition de stage d'un sous-traitant en cas de recours à la sous-traitance dans le cadre de l'exécution du marché.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire du groupement est l'interlocuteur unique du MINARM pour le suivi d'exécution du dispositif.

En cas de sous-traitance, le titulaire est l'interlocuteur unique du MINARM pour le suivi d'exécution du dispositif.

Le titulaire s'engage à communiquer à l'acheteur dans les trente (30) jours suivant la notification du marché, ou à l'issue de la réunion de lancement du marché si celle-ci n'est pas organisée dans les quinze (15) jours suivant la notification du marché, les éléments suivants :

- les domaines d'activités qu'il propose pour la réalisation d'un stage ;
- la localisation des sites concernés par l'exécution du marché (département et commune en France) ;
- leur accessibilité en transport en commun (oui / non) ;
- les coordonnées du référent entreprise qui est l'interlocuteur de l'Administration (MINARM et Défense mobilité) et qui sera chargé du suivi du dispositif.

Le MINARM transmet ensuite ces éléments accompagnés des informations suivantes à Défense mobilité :

- numéro du marché ;
- date de notification ;
- durée et date d'échéance.

Lorsqu'un militaire blessé est intéressé par l'un des domaines d'activités proposé par le titulaire, Défense mobilité prend contact avec le correspondant du titulaire. Commence alors un dialogue entre le titulaire, Défense mobilité et le militaire blessé afin de convenir des modalités de réalisation du stage.

Une fois la fiche de stage validée, une convention de stage est renseignée et signée par l'ensemble des parties prenantes (le militaire blessé, le titulaire et Défense mobilité).

Conformément aux termes de cette convention, le référent entreprise accueille le stagiaire en immersion complète dans ses locaux ou sur le lieu d'exécution des prestations définies au marché. Il accompagne le stagiaire dans le cadre des missions qui lui sont confiées, s'assure du bon déroulement du stage et en assure le suivi auprès de Défense mobilité.

Le stagiaire n'est pas gratifié par l'entreprise. Néanmoins, cette dernière peut mettre à disposition du stagiaire des tickets restaurant voire lui attribuer des aides aux transports.

## **Intervention de Défense mobilité**

Défense mobilité est un service du ministère des armées en charge de la reconversion. À ce titre, il accompagne chaque année vers l'emploi plus de 14 000 militaires et civils des armées en transition professionnelle ainsi que les conjoints des ressortissants des armées et de la gendarmerie nationale. Dans ce cadre, il accompagne également les militaires blessés qui souhaitent élaborer un nouveau projet professionnel.

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, Défense mobilité a notamment pour missions :

- d'accompagner le titulaire :
  - o dans l'expression des offres de stage au regard des caractéristiques de l'entreprise ;
  - o de lui proposer les modalités les plus appropriées de mise en œuvre de cette disposition sociale ;
  - o d'identifier et de lui proposer les profils du ou des militaires intéressés par les domaines d'activités proposés par le TITULAIRE ;
  - o de s'assurer de la bonne exécution du stage conformément à la convention signée ;
- d'informer le MINARM :
  - o lors de la signature d'une convention de stage ;
  - o de lui rendre compte de toute difficulté rencontrée ;
  - o de lui adresser un bilan annuel qualitatif de ces stages. Ce bilan est également transmis au TITULAIRE.

### **Difficultés dans l'exécution du dispositif du militaire blessé**

Le titulaire notifie au MINARM toute difficulté pour assurer l'accueil d'un militaire blessé en apportant les éléments justificatifs.

En cas de difficultés pour accueillir un militaire blessé, il en informe le MINARM et Défense mobilité.

En cas de difficultés lors de la réalisation du stage, le titulaire informe son correspondant Défense mobilité dans les plus brefs délais afin qu'ils étudient ensemble les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs fixés dans la convention de stage.

Si à l'échéance du marché, Défense mobilité n'a pas pris contact avec le titulaire, ce dernier est libéré de son engagement.